

Bujumbura sous haute surveillance de la communauté internationale

RFI, 28-06-2014 Burundi : les mises en garde de l'ONU La communauté internationale semble d'actualité à maintenir la pression sur le pouvoir du président Nkurunziza, accusé d'atteintes graves aux libertés, à moins d'une année d'élections générales dans ce pays considéré encore comme très fragile par les Nations unies. Au terme d'une tournée de trois jours au Burundi, le sous-secrétaire général de l'ONU aux droits de l'homme, Ivan Simonovic, lance une mise en garde au pouvoir burundais pour qu'il ouvre le champ politique et mette fin aux violences politiques. Depuis deux mois, les délégations de hauts niveaux se succèdent à Bujumbura et le Conseil de sécurité s'est déjà penché sur le cas du Burundi à trois reprises au moins. Cette fois, c'est le sous-secrétaire général de l'ONU aux droits de l'homme qui est venu faire passer le même message de fermeté.

D'ores et déjà, Bujumbura est sous haute surveillance et la communauté internationale ne s'en cache pas. « C'est évident, on ne vous dit pas que les Nations unies, l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs sont tous en alerte en ce qui concerne la situation ici au Burundi », a lancé Ivan Simonovic. Il faut dire que les sujets de préoccupation sont légions, explique le diplomate. Atteintes aux libertés civiles et politiques, harcèlement des membres de la société civile et des médias, explosion des violences politiques : les incidents imputés à la ligue des jeunes du parti au pouvoir, les fameux Imbonerakure, ont plus que doublé en une année, a-t-il dénoncé. Il met donc en garde Bujumbura. Ces défis doivent être relevés dit-il, pour que « les élections générales de 2015 soient libres et équitables ». Sinon, « il y a risque d'escalade », prévient-il. « Bien entendu, si la violence politique devait continuer à augmenter, nous pourrions estimer que c'est une situation très dangereuse. » Bujumbura pourra difficilement faire longtemps la sourde oreille, car la communauté internationale lie désormais son aide aux progrès que le Burundi « doit » réaliser dans le domaine des droits de l'homme.